

# REVUE UNIVERSITAIRE AFRICAINE

## GENRE ET CULTURE



### Indexation



**NUMERO 4 / 01 Juillet – 31 Décembre 2025**

**ISSN : 1987-1567**

**E-mail : [revuegenreetculture@gmail.com](mailto:revuegenreetculture@gmail.com)**

**Tel. (00223) 92088097**

**Bamako - Mali**



## **PRESENTATION DE LA COLLECTION**

La Revue Universitaire Africaine Genre est une collection périodique pluridisciplinaire du Centre Africain de Recherche et d’Innovations Scientifiques (CARIS) et de ses partenaires dans le but de renforcer et d’innover la recherche sur Genre et ses domaines de réflexions scientifiques.

Les objectifs généraux de la revue portent sur le renforcement de la recherche sociale et politique en Afrique à travers le partage des résultats d'avancées et découvertes scientifiques, le croisement des informations, le compte rendu d'expériences, et la synthèse des données d'analyse.

Son objectif spécifique est de produire des projets de recherche scientifique dans les domaines de Genre et économie, Genre et famille, Genre et sexe, Psychologie du genre, Sociologie du genre, Genre et religion, Rapports de pouvoirs et de domination, Féminisme matérialiste, Culture et sexe, Genre et droit, Genre et santé, Genre et éducation, et de Genre et développement.

## EQUIPE EDITORIALE

### **Directeur de Publication**

Dr MAÏGA Sigame Boubacar (Mali)

### **Directeur Adjoint**

Dr TOUNKARA Mohamed (Mali)

#### **• Comité scientifique**

Pr Mounkaila Abdo Laouli SERKI, Professeur des universités, Abdou Moumouni de Niamey ( Niger )

Pr Jacques NANEMA ( Philosophie, Ouagadougou Joseph Ki Zerbo, Burkina-Faso)

Dr Oumou KOUYATE, Maître de conférences, université, Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire )

Dr Baye DIAKITE (Maitre de conférences, Sociologie Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Joseph ZIDI (Maitre de conférences, Histoire, Université Marien Ngouabi, Congo)

Dr Tamba DOUMBIA (Maître de conférences, Sciences de l'éducation, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali )

Dr Ibrahim CAMARA (Maître de conférences, Sciences de l'éducation, EN Sup, Mali)

Dr Nacouma Augustin BOMBA (Maître de conférences, philosophie politique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Sekou Yalcouyé (Maître de conférences, philosophie politique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Palaï-Baïpame Gertrude (Maître-assistante, Histoire, Université de Douala, Cameroun)

#### **• Comité de lecture**

Dr Mahmoud ABDOU (Maître-assistant, Philosophie politique et du droit, L'Ecole Normale Supérieure de Bamako, Mali)

Dr Ulrich Stévio BARAL-ANGUI (Maître-assistant Histoire, Université Marien Ngouabi, Congo-Brazzaville)

Dr Siacka KONE (Maître-assistant, Éthique, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali)

Dr Djibrila MAIGA, Enseignant-Chercheur,Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques, université de Ségou ( CARIS, Mali)

Dr Gaoussou Kagnassy, Chercheur, Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS, Mali)

- **Rédacteur en chef**

Dr Mahmoud ABDOU

- **Rédacteur en chef adjoint**

Dr Oumar MARIKO

- **Coordinatrice**

Dr Palaï-Baïpame Gertrude

## **POLITIQUE EDITORIALE**

### **Présentation de la revue**

La Revue Universitaire Africaine Genre et Culture paraît deux fois par an. Elle se consacre à la promotion des études sur le genre et la culture en Afrique, en publiant des travaux qui contribuent à l'avancement des connaissances et des pratiques scientifiques innovantes, capables de répondre aux enjeux sociaux, culturels et éducatifs du monde contemporain.

Cette revue accueille des articles originaux, de haute qualité scientifique, dotés d'une portée critique et d'une rigueur méthodologique. Pour qu'un texte soit reconnu comme publication scientifique, il doit présenter : une problématique clairement définie, une méthodologie explicite, une cohérence dans l'argumentation, des références bibliographiques pertinentes et bien structurées.

### **Directives éditoriales**

- ❖ La bibliographie doit être organisée par ordre alphabétique selon le nom des auteurs.
- ❖ Les ouvrages d'un même auteur sont classés par année de parution, et par ordre d'importance lorsqu'ils datent de la même année.
- ❖ Tout manuscrit soumis est évalué par au moins trois chercheurs ou experts du domaine du genre et de la culture.
- ❖ Après acceptation, l'auteur(e) s'acquitte des frais d'instruction et de publication avant la poursuite de la procédure.
- ❖ Chaque auteur reçoit un tiré à part lors de la parution du numéro.
- ❖ Les droits de traduction, de publication, de diffusion et de reproduction des textes publiés sont réservés exclusivement à la Revue Universitaire Africaine Genre et Culture.
- ❖ L'éditeur académique peut, après acceptation d'un article, demander une nouvelle évaluation afin de renforcer sa qualité scientifique.

## **SOMMAIRE**

### ***Jupson DJEZE ZONGA***

Réprobation de l'homosexualité en république démocratique du Congo (RDC) : entre croyances, normes sociales et perceptions individuelles.....1

### ***Dr. Adjara Adeline MANOUNMA PEFOURA***

L'a-sexualite et la souffrance silencieuse des veuves royales en Afrique : un plaidoyer pour la révision de cette pratique coutumière dans le royaume Bamoun.....12

### ***ADAMOU AOUGUI Chérifatou, Dr. KODO Abdoulaye, Dr. OUSSEINI Abdoulmadjidou***

Étude sur la consommation des produits aphrodisiaques par les femmes dans la ville de Zinder au Niger.....31

### ***Dr. Mahmoud ABDOU***

Facteurs climatiques, déplacements de la populations et conflits en Afrique subsaharienne : impact sur les femmes et les communautés marginalisées.....50

# **FACTEURS CLIMATIQUES, DEPLACEMENTS DE LA POPULATION ET CONFLITS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : IMPACT SUR LES FEMMES ET LES COMMUNAUTES MARGINALISEES.**

**Docteur Mahmoud ABDOU,**

Maître-Assistant à l'E.N.Sup de Bamako-Mali,

Téléphone : 00223 75 35 97 82,

Email : [mahmoudabdoattabo@gmail.com](mailto:mahmoudabdoattabo@gmail.com)

## **Résumé :**

En Afrique, le changement climatique et la crise sécuritaire ont eu d'énormes impacts sur les femmes et les enfants qui constituent les couches la plus vulnérable. Le changement climatique a eu pour conséquence la réduction de la productivité accompagnée souvent de la sécheresse ou des fortes pluies. À cela s'ajoute la crise sécuritaire avec les déplacées internes, qui des fois par absence de source de revenue, se livrent à toutes sortes de pratiques pour survivre. Il est important surtout d'y remédier afin de faciliter le développement de l'Afrique, en favorisant surtout l'augmentation de la productivité.

Cependant, il est nécessaire d'aller vers des stratégies facilitant l'adaptation face aux aléas climatiques, mais aussi en cherchant à contenir la crise sécuritaire. Ce qui nécessite l'intervention de l'État qui a la responsabilité de faciliter la vie des populations. Il doit mettre en place des programmes, pour faciliter l'adaptation des communautés, en leur donnant des semences plus adaptées au climat et promouvoir les modes d'irrigation intelligente. Il faudra aussi créer des zones de retentions d'eau pour faciliter le maraîchage et l'élevage par les femmes. Donc, à partir de la méthode analytique, nous allons faire part de la nécessité de la mise en place des méthodes d'adaptation intégrées fondées sur la résilience locale, la protection des couches les plus vulnérables (les femmes et les enfants), mais surtout en insistant sur la nécessité de la consolidation de nos institutions.

**Mots clés :** Changement climatique, crise sécuritaire, déplacement de la population, femme.

### **Summary :**

In Africa, climate change and the security crisis have had enormous impacts on women and children, who represent the most vulnerable groups. Climate change has led to reduced productivity, often due to droughts or heavy rains. Added to this is the security crisis, with internally displaced persons who, sometimes lacking sources of income, engage in all sorts of practices to survive. It is particularly important to address these issues in order to facilitate Africa's development and especially to increase productivity.

However, it is necessary to move towards strategies that facilitate adaptation to climate uncertainties while also addressing the security crisis. This requires the intervention of the State, which acts as a facilitator. The State must implement programs to help this community adapt, by providing seeds better suited to the climate and promoting smart irrigation methods. It will also be necessary to create water retention areas to support women's market gardening and livestock activities. Therefore, using the analytical method, we will highlight the need to implement integrated adaptation methods based on local resilience, the protection of the most vulnerable groups (women and children), and above all, the strengthening of our institutions.

**Keywords :** Climate change, security crisis, population displacement, women.

## **Introduction**

Depuis plusieurs décennies, le Sahel est confronté à une dégradation croissante de son environnement. Les causes de ce phénomène concernent les changements climatiques, les pratiques agricoles non durables, la déforestation, et la surexploitation des ressources naturelles. Ainsi, l'augmentation des températures, les variations des régimes de précipitations et l'intensification des événements météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations ont perturbé les écosystèmes naturels et agricoles.

D'une part, les sécheresses prolongées dans la région du Sahara et du sahel continuent d'accélérer le processus de désertification, tout en réduisant la disponibilité de l'eau et la fertilité du sol, et d'autre part, la déforestation des forêts tropicales, souvent causée par l'expansion agricole et la coupe de bois pour le combustible qui contribue à l'érosion des sols, à la perte de la biodiversité et à l'altération des cycles hydrologiques. Et le changement climatique produit les conditions météorologiques extrêmes à l'origine des catastrophes naturelles, telles que les sécheresses et les inondations, entraînant la précarité des populations et aggravant les conflits existants. Ces perturbations touchent particulièrement les femmes et les communautés marginalisées, qui sont souvent les plus vulnérables et les moins capables de s'adapter à ces changements.

Dans ce contexte de région marginale, où les conditions de vie sont peut-être parmi les plus difficiles d'Afrique, avec les politiques de développement parmi les plus délicates à mener, nous proposons une analyse de problèmes sahéliens fondée sur la description de certains systèmes de production ; leur évolution est révélatrice de la manière dont les habitants réagissent à la dégradation de leur milieu de vie ainsi qu'aux crises de subsistance (Bernus, E., Marchal, J.-Y., & Poncet, Y., 1993). Aussi, les conflits armés et les tensions sociales, liées à la diminution des rendements agricoles et à la perte de terres arables, poussent de nombreuses communautés rurales à migrer vers les zones urbaines ou vers d'autres régions. Ces migrations internes et transfrontalières peuvent créer à leur tour des tensions sociales et économiques, créant des conditions propices à d'autres formes de conflits armés. Les ressources naturelles, devenues plus rares, constituent souvent des points de friction entre les communautés ou les groupes ethniques.

Ces conflits sont très souvent entretenus par la corruption et la faiblesse des institutions étatiques, mettant les jeunes et les femmes dans la précarité sociale et économique. Cette crise climatique exerce une pression significative sur les communautés locales, les nomades-éleveurs et les pêcheurs. Les températures en hausse et les précipitations imprévisibles affectent gravement les moyens de subsistance agricoles et pastorales, fragilisant la sécurité alimentaire et économique des populations locales. La désertification et la dégradation des terres agricoles obligent les habitants à migrer vers des régions plus viables. Alors, dans quelle mesure les facteurs climatiques influencent-ils les déplacements de populations en Afrique, et quel est l'impact de ces déplacements sur les femmes et les communautés marginalisées ? Quels sont les mécanismes par lesquels les changements climatiques contribuent-ils à l'aggravation des conflits en Afrique, et comment cela affecte-t-il spécifiquement les femmes et les communautés marginalisées ? Comment les stratégies d'adaptation aux changements climatiques en Afrique prennent-elles en compte les besoins et les perspectives des femmes et des communautés marginalisées, et dans quelle mesure sont-elles efficaces ?

Cette recherche s'attache à explorer l'articulation complexe entre les dynamiques climatiques et les déplacements de populations en Afrique. L'objectif est d'identifier les facteurs climatiques spécifiques qui influencent ces mobilités, en mettant en évidence le rôle des événements extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes, dont l'impact significatif se traduit par des migrations forcées. L'analyse des variations de température et de précipitations permettra de mieux comprendre leur corrélation avec l'intensité et la fréquence des mouvements de population. Par ailleurs, ce travail interrogera les effets des changements climatiques sur l'émergence et l'intensification des conflits locaux et régionaux, en considérant notamment la relation entre les pénuries de ressources naturelles, telles que l'eau et les terres arables, et les tensions intercommunautaires.

## **1- Sécheresse, inondation et vulnérabilité en Afrique de l'Ouest**

L'Afrique de l'Ouest est une région où les risques climatiques, en particulier la sécheresse, interagissent étroitement avec la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les conflits locaux et la dégradation des terres. Ces interactions augmentent la vulnérabilité des populations rurales et urbaines, et mettent en péril les moyens d'existence, surtout pour les petits producteurs agriculteurs, les pasteurs et les femmes dont les activités couvrent les ménages, le jardinage, et tous les travaux de logistiques. Les données récentes montrent que des dizaines de millions de personnes dans la région sont exposées à une insécurité alimentaire aiguë liée à des phénomènes climatiques, dont la sécheresse.

Les analyses climatiques régionales indiquent une forte variabilité interannuelle des précipitations au Sahel et en Afrique de l'Ouest. Les décennies récentes ont alterné périodes de déficit pluviométrique (sécheresses) et périodes de pluies extrêmes localisées (inondations), rendant la planification agricole plus difficile. Il est souligné dans *Chair Publications Board de la World Meteorological Organization (2025)* que les rapports sur l'état du climat en Afrique signalent que, en 2024, plusieurs régions ont reçu des précipitations inférieures à la normale, contribuant à des épisodes de sécheresse localisés.

Si les dernières sécheresses paraissent avoir eu des conséquences plus durables que les précédentes, c'est que les effets d'une mauvaise répartition des pluies s'aggravent lorsqu'ils pèsent sur un milieu déjà fragilisé par le poids des activités humaines. Or, depuis les cinquante dernières années, la population a plus que doublé au Sahel, les troupeaux se sont multipliés et les cultures se sont étendues aux dépens des pâturages. Dans le même temps, la capacité des agriculteurs et pasteurs, à s'adapter aux risques climatiques, a faibli pour des raisons tenant à la désagrégation des réseaux de solidarité familiale qui a eu inéluctablement des conséquences sur la stabilité des systèmes de production. Par exemple, le passage à l'agriculture extensive, consommatrice d'espace, a été observé partout. Toutes les études concluent à la dégradation de la végétation, arborée, arbustive et herbeuse, à l'extension des cultures sur les sols marginaux et à la saturation des terroirs et des parcours pastoraux. Le surpâturage, les coupes de bois, la mise à nu des sols provoquent le développement des paysages « désertifiés » (Le Houérou, 1979), indiquent Edmond BERNUS, Jean-Yves MARCHAL et Yveline Poncet.

La sécheresse, en tant que phénomène météorologique et hydrologique, se caractérise par une diminution prolongée des précipitations par rapport aux moyennes climatiques, entraînant des déficits d'eau significatifs. Si elle peut affecter diverses régions du monde, l'Afrique demeure l'un des continents les plus touchés, en raison de ses spécificités géographiques, économiques et sociales. Cette vulnérabilité se manifeste par des impacts multidimensionnels, touchant les systèmes de production, les équilibres écologiques, la sécurité alimentaire et la stabilité des communautés.

La dépendance structurelle de l'Afrique, à l'égard de l'agriculture pluviale, constitue un facteur central d'exposition aux aléas de la sécheresse. Près de 60 % de la population active vit directement de l'agriculture, dont la productivité reste fortement tributaire des précipitations saisonnières. La moindre perturbation des cycles pluviométriques engendre des pertes de récoltes, accentue l'insécurité alimentaire et fragilise les moyens de subsistance des populations rurales. À cela s'ajoute la dégradation accélérée des sols, déjà affectés par la surexploitation, la déforestation et la désertification, qui réduit leur capacité de rétention d'eau et compromet leur fertilité. L'impact sur la disponibilité des ressources en eau est également majeur : la baisse des nappes phréatiques et l'assèchement des cours d'eau entraînent des difficultés d'accès à l'eau potable, avec des répercussions sanitaires et sociales considérables.

Sur le plan socio-économique, la sécheresse exacerbe les vulnérabilités existantes en aggravant la pauvreté structurelle, accentuant les inégalités entre zones rurales et urbaines et renforce la dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire. Les populations les plus défavorisées, notamment les femmes et les enfants, subissent de manière disproportionnée les effets de la raréfaction des ressources. Les femmes, en particulier, voient leur charge de travail augmenter du fait de la recherche d'eau et de nourriture, tandis que les enfants sont exposés à la malnutrition et à l'interruption scolaire. Par ailleurs, les migrations forcées, souvent motivées par la recherche de meilleures conditions de vie, deviennent des stratégies d'adaptation, mais génèrent aussi de nouvelles pressions dans les zones de destination. Ces mouvements de populations peuvent accentuer les tensions sociales et alimenter des conflits liés à l'accès aux terres, aux pâturages ou aux ressources hydriques. Au-delà de ses impacts immédiats, la sécheresse met en lumière la fragilité systémique de l'Afrique de l'Ouest face aux chocs

climatiques et révèle un enchevêtrement des facteurs environnementaux, socio-économiques et politiques qui limitent les capacités de résilience.

## **2- Insécurité et déplacement des populations dans le Sahel**

L'insécurité au Sahel constitue l'un des principaux facteurs des déplacements massifs de populations déjà fragilisée par la sécheresse. La région est frappée par une combinaison de crises qui alimentent un cercle vicieux entre violence armée, pauvreté et mobilité forcée. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), plus de 4,1 millions de personnes étaient déplacées de force dans le Sahel, en fin 2022, dont environ 3 millions de déplacés internes et 1,1 million de réfugiés et demandeurs d'asile.

Les chiffres n'ont cessé de croître : en 2023, on comptait près de 3,74 millions de déplacés internes dans la sous-région du Sahel central, et les projections pour 2024 atteignaient 3,8 millions de déplacés internes et environ 700 000 réfugiés et demandeurs d'asile. Au Burkina Faso, l'ampleur du phénomène est particulièrement dramatique avec plus de 2 millions de déplacés internes recensés en mars 2023, dont la moitié sont des enfants, selon le rapport de l'UNHCR relayé par Wathi. Au Mali, la situation n'est guère meilleure : en 2024, on y recensait près de 548 000 déplacés internes et apatrides, tandis que plus de 538 000 Maliens vivaient réfugiés à l'étranger.

Ces déplacements massifs s'expliquent en grande partie par la multiplication des attaques de groupes armés non étatiques qui visent les civils, les forces de sécurité et les infrastructures essentielles. La montée en puissance des violences djihadistes, combinée aux tensions intercommunautaires, pousse des milliers de familles à fuir leurs villages pour chercher refuge dans des zones perçues comme plus sûres, souvent déjà fragiles et sous-équipées.

Cependant le phénomène le plus marquant pourtant moins visible de ce déplacement des populations n'est pas manifeste mais continu et incontrôlable. Ces déplacements massifs et continus des populations dans le Sahel constituent l'un des principaux obstacles au développement rural, car ils désorganisent les structures sociales, économiques et environnementales qui soutiennent la vie locale. La région sahélienne est caractérisée par une forte dépendance de ses populations aux activités agropastorales, lesquelles exigent une stabilité démographique et une gestion collective des ressources naturelles. Or, les crises sécuritaires,

les conflits intercommunautaires et l'avancée du changement climatique provoquent d'importants mouvements de populations, souvent forcés, qui perturbent cet équilibre fragile. L'abandon de villages entiers entraîne la déstructuration des systèmes de production agricole, la perte des terres cultivables et la désorganisation des marchés locaux, privant les communautés rurales de leur base économique. De plus, l'afflux des déplacés internes, vers des zones plus sûres, crée un vide démographique dans les campagnes.

Par ailleurs, ces genres d'exode interrompent la scolarisation des enfants, limitent l'accès aux soins, empêchent les populations de développer des compétences productives et affaiblissent les dynamiques communautaires. À cela s'ajoutent les effets du changement climatique qui réduit l'accès aux terres cultivables et aux pâturages, exacerbe la compétition pour les ressources et alimente de nouveaux conflits locaux. L'insécurité fragilise aussi l'accès à l'aide humanitaire, ce qui accroît la vulnérabilité des populations déplacées, souvent privées d'eau potable, de soins de santé ou d'éducation. Le phénomène s'étend à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, où l'on estime en 2025 à 12,7 millions le nombre de personnes déplacées de force ou apatrides, dont 8,2 millions de déplacés internes et près de 3 millions de réfugiés.

L'exode rural dans le Sahel a des conséquences profondes sur l'urbanisation anarchique des grandes villes et sur l'émergence de crises sociales. En quittant massivement les campagnes, souvent à cause de la sécheresse, de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté ou des conflits, les populations se dirigent vers des centres urbains déjà fragiles. Ce déplacement massif engendre une croissance urbaine rapide, mais désordonnée, car les infrastructures ne suivent pas le rythme. Des villes comme Bamako, Niamey, Ouagadougou ou N'Djamena voient ainsi apparaître des quartiers spontanés et informels, construits sans planification, sans accès suffisant à l'eau potable, à l'électricité, à l'assainissement ou aux routes.

Cette urbanisation anarchique entraîne une promiscuité extrême, la multiplication de bidonvilles et une pression accrue sur les services sociaux de base comme l'école, les hôpitaux ou l'emploi. Les autorités locales, manquant de moyens, n'arrivent pas à répondre à la demande, ce qui accroît les inégalités et l'exclusion sociale. De plus, le chômage urbain augmente rapidement, en particulier chez les jeunes, créant un terreau favorable à la délinquance, aux

tensions sociales et parfois au recrutement par des groupes extrémistes ou criminels.

L'exode rural accentue la fracture entre zones rurales et urbaines : les campagnes, vidées de leur main-d'œuvre, peinent à maintenir une production agricole suffisante, ce qui aggrave l'insécurité alimentaire. En retour, la dépendance des villes vis-à-vis de l'extérieur s'accroît, ce qui rend les sociétés encore plus vulnérables aux crises. Ainsi, dans le Sahel, l'exode rural ne se traduit pas seulement par une urbanisation rapide, mais aussi par une urbanisation anarchique qui alimente des crises sociales multiples : pauvreté urbaine, conflits autour des ressources, marginalisation et instabilité politique.

### **3- Stratégie d'adaptation face aux changements climatiques et la crise sécuritaire**

L'impact du changement climatique et de la crise sécuritaire se constate en Afrique de façon générale et en Afrique de l'Ouest de façon particulière. Et, les femmes et les enfants sont les plus touchés. Or, la femme reste le pilier de la famille. Donc, il faudra nécessairement des stratégies d'adaptation face à ces différentes crises. Ce qui nécessite l'intervention de l'État pour une mise en place des mécanismes facilitant l'adaptation.

Par rapport aux changements climatiques et à la crise sécuritaire, l'État doit mettre un plan d'action facilitant l'adaptation des couches défavorisés à l'exemple des femmes. Il faut un renforcement de la politique climatique, à l'exemple de la *Stratégie et plan d'action (2022-2032) de l'Afrique en matière de changement climatique et de développement résilient* de l'Union Africaine, basée sur une politique de gouvernance, de résilience, mais aussi de développement durable. Il faut un processus d'adaptation, de ce plan d'action, dans les différents États, en fonction de la singularité des problèmes. Donc, l'accompagnement des hommes politiques reste une nécessité ; mais aussi l'intervention des ONG qui sont dans ce secteur.

Il faut des stratégies de renforcement de capacité des femmes qui sont les plus touchés pour plus de rendements. Elles doivent être formées pour faciliter la production, la transformation et la conservation des différents produits. Car, il est nécessaire d'aller vers une agriculture adaptée, avec des semences résistantes et un mode d'irrigation intelligente. La création des espaces de rétention d'eau, pour faciliter le maraîchage et l'élevage des femmes, est d'une très grande importance. Ce qui serait vraiment un véritable coup de pouce, surtout pour les déplacés, qui

pour la plupart des cas, n'ont pas des sources de revenus.

Cette nécessité de l'intervention de l'État a été évoquée par le Président de la Commission de l'Union Africaine S.E. Moussa Faki Mahamat ; lorsqu'il écrit « le changement climatique est une menace existentielle pour les communautés, les écosystèmes et les économies d'Afrique. Il met en péril nos acquis en ce qui concerne le développement, notre prospérité et les aspirations de l'Agenda 2063. » (Union Africaine, 2022, p.4.) Il est d'une très grande importance que l'État s'y intéresse. Car, notre survie dépend de cette possibilité de nous adapter. C'est pourquoi, l'objectif principal de cette rencontre de l'Union Africaine par rapport au changement climatique (2022-2032) était de « Renforcer la résilience des communautés, des écosystèmes et des économies touchées et gérer les risques liés au changement climatique. » (Union Africaine, 2022, p.4.) Donc, la nécessité de l'intervention de l'État se précise surtout avec la crise sécuritaire qui a entraîné beaucoup de déplacés internes vers des zones plus stables. Lors de la conférence de presse du 28 octobre 2022 au Palais des Nations à Genève, la porte-parole du HCR Boris Cheshirkov déclare :

Le nombre des personnes déracinées a été multiplié par dix depuis 2013, passant de 217 000 à un niveau alarmant de 2,1 millions fin 2021. Le nombre de réfugiés dans les pays du Sahel central, à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, s'élève désormais à 410 000. La majorité des réfugiés de la région ont fui les violences au Mali, théâtre d'un conflit qui a débuté en janvier 2012. (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, s.d)

Au Burkina Faso, le nombre total de déplacés internes est passé à plus de 1,5 million à la fin de 2021. Six personnes déplacées sur dix dans le Sahel sont désormais des Burkinabés. Au Niger, le nombre de personnes déplacées dans les régions de Tillabéri et Tahoua a augmenté de 53% au cours des 12 derniers mois. Au Mali voisin, plus de 400 000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, soit une augmentation de 30% par rapport à l'année précédente. Donc, il est nécessaire que l'État intervienne.

## **Conclusion**

L’analyse des dynamiques climatiques, sécuritaires et sociales au Sahel révèle une situation d’extrême complexité où les sécheresses récurrentes, la dégradation environnementale et l’insécurité armée se conjuguent pour fragiliser durablement les sociétés. Les déplacements massifs de populations, loin de constituer une réponse ponctuelle, deviennent une réalité structurelle qui désorganise les économies rurales, accentue la vulnérabilité des femmes et des communautés marginalisées, et alimente une urbanisation anarchique aux conséquences sociales lourdes. Loin de se limiter à un défi humanitaire, cette crise traduit une interdépendance profonde entre climat, ressources, mobilité et gouvernance. Elle appelle à des stratégies d’adaptation intégrées centrées sur la résilience locale, la protection des groupes les plus vulnérables et la consolidation des institutions, afin de transformer ces pressions en opportunités de développement durable et inclusif pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel.

## BIBLIOGRAPHIE

- Afifi, T., & Jäger, J. (Eds.). (2010). *Changements climatiques et déplacements humains : Le cas de l'Afrique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Barrios, S., Bertinelli, L., & Strobl, E. (2006). Climatic change and rural–urban migration: The case of sub-Saharan Africa. *Journal of Urban Economics*, 60(3), 357–371. Elsevier.
- Benjaminsen, T. A., & Ba, B. (2019). Pourquoi le jihadisme prospère-t-il au Mali ? Une analyse de la crise de 2012. *Politique Africaine*, 153(1), 123–145. Karthala.
- Boko, M., Niang, I., Nyong, A., Vogel, C., Githeko, A., Medany, M., ... & Yanda, P. (2007). Afrique. In M. L. Parry et al. (Eds.), *Changements climatiques 2007 : Impacts, adaptation et vulnérabilité* (pp. 433–467). Cambridge University Press.
- Bonnecase, V. (2011). *La pauvreté au Sahel : du savoir colonial à la mesure internationale*. Paris : Karthala.
- Cammack, D., McKinney, P., & Omolo, A. (2017). *Changements climatiques et conflits en Afrique subsaharienne*. Pretoria : Institute for Security Studies.
- Charmes, J. (2016). *Femmes, travail et économie informelle en Afrique*. Paris : Éditions de l'IRD.
- Gemenne, F. (2010). Migration, environnement et climat. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 26(1), 139–161. Poitiers : Université de Poitiers.
- Gemenne, F., & Blocher, J. (2017). How can migration serve adaptation to climate change? Challenges to fleshing out a policy ideal. *The Geographical Journal*, 183(4), 336–347. Royal Geographical Society.
- Hugon, P. (2009). *Économie de l'Afrique*. Paris : La Découverte.
- Koubi, V. (2019). Changement climatique et conflits : état des recherches. *Critique Internationale*, 82(1), 23–40. Presses de Sciences Po.
- Lemoine, R. (2017). *Climat, conflits et migrations en Afrique de l'Ouest*. Paris : L'Harmattan.
- Magrin, G. (2016). *Voyage en Afrique rentière : Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Paris : Karthala.
- Mbaye, A. A., & Gueye, F. (2018). Changement climatique, migration et sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Dakar : CRES – Consortium pour la recherche économique et sociale.

UN Women. (2014). *Genre, changement climatique et sécurité alimentaire*. New York : Nations Unies.

UNICEF- <https://www.unicef.org/fr>

World Food Programme- <https://fr.wfp.org/>

WMO / State of the Climate in Africa 2024 (rapport)- [https://heathealth.info/wp-content/uploads/WMO-1370-2024\\_en.pdf?utm\\_m](https://heathealth.info/wp-content/uploads/WMO-1370-2024_en.pdf?utm_m)

Article scientifique : “Rainfall trends in the African Sahel: Characteristics, processes, and causes” (revue / PMC). <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC6617823/>

UNHCR- <https://www.unhcr.org/fr>

OCHA- <https://www.unocha.org/>

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, s.d. <https://www.unhcr.org/fr/en-bref>

Chair Publications Board, World Meteorological Organization. (2025). State of climat, 2024 (N°1370). World Meteorological Organization.

Bernus, E., Marchal, J.-Y., & Poncet, Y. (1993). Le Sahel oublié. *Tiers-Monde*, 34(134), 305–328.